



AVOCATS ASSOCIÉS

Louis Georges BARRET

Bâtonnier de l'ordre

Spécialiste en droit du travail

Droit pénal des affaires

Nathalie AUBERT-POYVRE

Droit des sociétés

Droit commercial

François BOUYER

Contentieux commercial

Contrats commerciaux

AVOCATS

Caroline MASSÉ-TISON

Spécialiste en droit du travail

Victoria DOLL

Droit du travail

Droit commercial

JURISTE

Marie-Laure GUYON

Droit des sociétés

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE

Monsieur le maire

Mairie

61 rue de la République

16560 AUSSAC-VADALLE

Envoi par mail :

Nantes, le 15 mai 2025

N/Réf. : MAIRIE D'AUSSAC-VADALLE C/ LALUT
523065 - LGB//TJ

Monsieur le maire, Cher Monsieur,

Je reviens vers vous dans le cadre du dossier cité en marge et fais suite à l'audience qui s'est tenue ce matin devant la Chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Bordeaux.

Comme vous le savez, j'avais saisi la Cour en considérant que l'ordonnance d'irrecevabilité rendue par le Juge d'instruction était contraire au Code de Procédure Pénal puisque ce n'est pas la commune qui avait déposée plainte, mais bien vous en votre qualité personnelle et en votre qualité de maire.

C'est donc ce que j'ai plaidé ce matin.

De manière assez exceptionnelle, le Procureur Général a indiqué qu'il épousait l'intégralité de l'argumentation de mon mémoire et qu'il sollicitait en conséquence l'infirmité de l'ordonnance rendue et le renvoi devant le Juge d'Instruction pour instruction.

C'est évidemment, à ce stade, une excellente nouvelle que d'avoir convaincu le parquet général.

La Cour, dont les arrêts sont habituellement rendus à 6 mois, a décidé d'avancer son délibéré et de fixer celui-ci dans le courant du mois de juin.

Cela est à mon sens un bon signe.

Il est donc parfaitement envisageable que la Cour infirme la décision rendue et rouvre ainsi l'instruction.

LIGERA AVOCATS

AARPI

Immeuble Eurêka

1, mail du Front Populaire

BP 60121

44 201 NANTES cedex 2

Tél : 02 51 72 97 95

contact@ligera-avocats.fr

www.ligera-avocats.fr

SELARL LIGERA 1 - Capital : 100 000 € - RCS NANTES 501 416 812
APE 741 A - TVA Intracommunautaire - FR 56 501 416 812 000 29

Ceci est d'autant plus intéressant que le parquet d'Angoulême apparaît désavoué par le parquet général.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé de l'arrêt dès que j'en aurai connaissance.

Je vous propose, qu'à ce moment, nous puissions fixer un rendez-vous en visio, auquel pourrait se joindre le Cabinet 1927 Avocats.

Ce dernier me lit en copie.

Restant à votre attentive écoute,

Je vous prie de me croire,

Bien à vous.

Louis-Georges BARRET

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'LGB', with a horizontal line underneath.